

**RAPPORT N° 2023/6-19
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 02 novembre 2023**

OBJET

**CONSTRUCTION DE LA BIBLIOTHEQUE INTERCOMMUNALE DU CHAUDRON (COMMUNE DE SAINT-DENIS) –
AUTORISATION DE SIGNER L'AVENANT N° 1 POUR LES LOTS 1 A 3 ET 5 A 14 AU MARCHÉ DE TRAVAUX**

Suite à la décision du bureau communautaire en dates des 05 avril 2023 et 06 juillet 2023, les marchés de travaux ont été attribués aux entreprises et pour les montants suivants en vue de la construction de la bibliothèque intercommunale du Chaudron sur la commune de Saint-Denis :

LOTS	ENTREPRISES	MONTANTS EN € HT
1	PAQ ALU TP (variante)	363 105,00 €
2	sas BTP ECO	377 686,92 €
3	Construction Métallique Réunion	348 000,00 €
4	Inovation Galactique	99 281,11 €
5	Entreprise JPVP	8 602,00 €
6	MBDT	250 492,00 €
7	ALU EST	272 812,00 €
8	RUN METAL	68 500,00 €
9	Construction POI	74 704,00 €
10	Sowatt Thermik Réunion	75 000,00 €
11	SARL JM PARASSOURAMIN	175 962,00 €
12	SAS ABCD	137 691,00 €
13	SARL Paysage Passion	82 018,90 €
14	IXEO	67 595,89 €
	TOTAL	2 401 450,82 €

Pour rappel, la consultation a été lancée dans le cadre d'une procédure adaptée (MAPA) conformément à l'article R.2123-1 du code de la commande publique sur la base d'un marché alloti comme suit et pour une durée globale de 14 mois (y compris 2 mois de période de préparation, hors période de congés légaux du bâtiment) :

- Lot n° 1 – VRD
- Lot n° 2 – gros œuvres
- Lot n° 3 – charpente couverture
- Lot n° 4 – cloisons et faux plafonds
- Lot n° 5 – revêtements durs
- Lot n° 6 – menuiseries bois
- Lot n° 7 – menuiseries aluminium
- Lot n° 8 – métallerie
- Lot n° 9 – peintures et sols souples
- Lot n° 10 – plomberie sanitaire, ventilation
- Lot n° 11 – électricité CFO/CFA
- Lot n° 12 – mobilier
- Lot n° 13 – végétalisation
- Lot n° 14 – production photovoltaïque

Les marchés ont été notifiés aux entreprises le 28 avril 2023 pour l'ensemble des lots à l'exception des lots 8 et 12 dont la notification a eu lieu le 20 juillet 2023, la consultation ayant été relancée pour ces deux lots.

Toutefois, à l'issue de la notification du marché pour l'ensemble des lots, il a été constaté qu'une erreur purement matérielle, que nul ne peut se prévaloir de bonne foi, s'était glissée au chapitre XIV-3 du cahier des charges, relatif aux modalités d'actualisation de la formule de révision de prix concernant les lots 1 à 3 et 5 à 14 présentée comme suit :

$$C_n = 0,15 + (0,15 \times \left(\frac{I_n}{I_0}\right))$$

Or, la formule exacte est la suivante (la part fixe et le coefficient affecté à la part variable doivent être égaux à 1) :

$$C_n = 0,15 + (0,85 \times \left(\frac{I_n}{I_0}\right))$$

En conséquence, il convient de rectifier le cahier des charges pour chacun des lots concernés afin de rétablir la formule exacte d'actualisation de la révision de prix au chapitre XIV-3.

Dans le cadre d'une question ministérielle, le député Fabrice Verdier a demandé au ministre de l'économie et des finances : « Dans l'hypothèse où les pièces du marché mentionnent que les prix feront l'objet d'une variation mais que la formule de variation des prix n'est pas précisée ou est inadaptée à la suite d'une erreur matérielle notamment, l'intégration d'une formule de révision ou à sa correction par voie d'avenant est-elle juridiquement admise ? »

Réponse du Ministère : « Le prix contractualisé est intangible, ainsi que les conditions de son évolution prévues à la signature du contrat, et aucune des parties au contrat ne peut les modifier (articles 17 et 197 du code des marchés publics) [...] « On peut, cependant, admettre qu'un avenant modifie une formule de variation, lorsqu'une erreur matérielle évidente, telle que les cocontractants ne peuvent s'en prévaloir de bonne foi, rend inapplicable cette formule. Il faut toutefois que la modification soit également évidente et s'impose sans discussion : ainsi, une formule prévoyant une partie fixe de 10 % et omettant le coefficient 0,9 devant la part variable (somme des coefficients différente de 1) peut être modifiée pour introduire ce coefficient.

Le Ministère admet donc qu'une formule de variation des prix puisse être retouchée, par avenant, dans le cas d'une erreur évidente et sans discussion possible. Ainsi, elle ne sera pas modifiable dans les cas suivants :

- omission d'une clause de variation de prix dans un marché, alors même que celle-ci est obligatoire ;
- omission de la formule ou des index correspondants, alors que le marché prévoit une variation des prix ;
- éléments de référence incorrects (exemple : l'intitulé est exact mais pas le numéro).

Question N° 49419 ; Réponse publiée au JO de l'Assemblée Nationale le 01/04/2014

En conséquence, il convient de rectifier le cahier des charges pour chacun des lots concernés afin de rétablir la formule exacte d'actualisation de la révision de prix au chapitre XIV-3.

Ces modifications nécessitent la passation d'un avenant n° 1 au marché de travaux pour les lots 1 à 3 et 5 à 14 suivants :

- Lot n° 1 – VRD
- Lot n° 2 – gros œuvres
- Lot n° 3 – charpente couverture
- Lot n° 5 – revêtements durs
- Lot n° 6 – menuiseries bois
- Lot n° 7 – menuiseries aluminium
- Lot n° 8 – métallerie
- Lot n° 9 – peintures et sols souples
- Lot n° 10 – plomberie sanitaire, ventilation
- Lot n° 11 – électricité CFO/CFA
- Lot n° 12 – mobilier

- Lot n° 13 – végétalisation
- Lot n° 14 – production photovoltaïque

Conformément à l'article R2194-8 du code de la commande publique le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens qui figurent dans l'avis annexé au code de la commande publique et à 15 % du montant du marché initial pour les marchés de travaux, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues à l'article R. 2194-7 sont remplies.

Les dispositions de l'article R. 2194-4 sont applicables en cas de modification prévue au présent article, à savoir : pour le calcul du montant de la modification mentionnée à l'article R. 2194-2, l'acheteur tient compte de la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Selon une fiche ministérielle dédiée aux modalités de modification des contrats en cours d'exécution, « pour le calcul de ce montant, l'acheteur tient compte de la mise en œuvre de la clause de variation des prix. Ainsi, lorsque l'application de la clause de variation des prix a augmenté le montant du marché initial de 4%, la valeur de la modification est calculée à partir du prix initial augmenté de 4% (point 1.2 de la fiche ministérielle)

II. OBJET ET JUSTIFICATIONS DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de rectifier l'article XIV-3 du cahier des charges pour les lots 1 à 3 et 5 à 14 du marché de travaux de construction de la bibliothèque du Chaudron sur la commune de Saint-Denis afin de rétablir la **formule exacte de la révision de prix suivante** (la part fixe et le coefficient affecté à la part variable doivent être égaux à 1) :

$$C_n = 0,15 + \left(0,85 \times \left(\frac{I_n}{I_0}\right)\right)$$

Etant précisé que ces avenants n'ont d'incidence financière sur le montant du marché ni sur le délai d'exécution des prestations.

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir :

- Approuver l'avenant n° 1 au marché de travaux de construction de la bibliothèque intercommunale du Chaudron sur la commune de Saint-Denis pour les lots n° 1 à 3 et 5 à 14 ;
- Autoriser le Président à signer ces avenants sans incidences financières sur le montant du marché et de délais sur l'exécution des prestations.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**

**DECISION N° 2023/6-19
du Bureau de la Communauté
en séance du 02 novembre 2023**

OBJET

**CONSTRUCTION DE LA BIBLIOTHEQUE INTERCOMMUNALE DU CHAUDRON (COMMUNE DE SAINT-DENIS) –
AUTORISATION DE SIGNER L'AVENANT N° 1 POUR LES LOTS 1 A 3 ET 5 A 14 AU MARCHÉ DE TRAVAUX**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2023/6-19 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver l'avenant n° 1 au marché de travaux de construction de la bibliothèque intercommunale du Chaudron sur la commune de Saint-Denis pour les lots n° 1 à 3 et 5 à 14 ;

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer ces avenants sans incidences financières sur le montant du marché et de délais sur l'exécution des prestations.

Nombre de votants : 15 Suffrages exprimés : 15 Vote pour : 15 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**